



**AGRESSION d'un agent d'accueil
le 30 mai 2013**

ASSEZ DE BLA-BLA !

LA DRFIP 13

DOIT AGIR !



Une collègue de l'accueil de Sadi Carnot a été victime ce jeudi 30 mai 2013 au matin d'un nouvel incident violent : elle a été menacée de mort par un contribuable.

Cet énième incident a choqué bien évidemment la collègue victime mais a aussi provoqué l'émoi des agents d'accueil des Sip de Sadi Carnot. La solidarité des services de « gestion » a aussi été témoignée à l'ensemble des collègues de l'accueil.

L'individu, non identifié, ayant affirmé qu'il allait « revenir pour la tuer », nos collègues ont décidé unanimement de faire valoir leur droit à la sécurité. Celle-ci n'étant pas garantie par l'administration qui n'a pu mettre en place un dispositif approprié, le centre a été fermé au public.

Le public a été informé par un panneau "fermé pour cause de sécurité". Il eut été préférable d'indiquer "fermé suite à agression".

Sitôt informée, une équipe CGT était sur place.

Les agents réunis ont fait valoir une série de revendications, qui ont été portées par la CGT puis avec Solidaires, d'abord devant la directrice adjointe du pôle fiscal puis ensuite devant les responsables du pôle Pilotage et Ressources.

Il est à noter, et c'est fort regrettable, que le pôle Pilotage et Ressources n'a pas jugé nécessaire de se rendre in situ auprès des agents le jour même.

Les agents, soutenus par les syndicats CGT et Solidaires ont exigé :

- 1/ La présence de la police nationale demain devant l'entrée du public, place Sadi Carnot.**
- 2/ La présence dans le hall à titre pérenne de personnel de sécurité, en capacité de dissuader et d'intervenir en tant que de besoin.**
- 3/ La présence de cadres supérieurs afin d'orienter et de participer à la gestion des flux.**
- 4/ La demande de rencontre collective et individuelle avec les médecins de prévention**

La CGT a indiqué demander la convocation d'urgence d'un CHS-CT.

Nous avons insisté auprès de la direction pour que le suivi psychologique ne soit pas à laissé au libre choix des agents victimes mais qu'au contraire la médecine de prévention prenne l'initiative de rencontrer les agents qui ont subi des violences.

Nous avons demandé la tenue d'un CHS-CT d'urgence, et nous souhaitons avoir une connaissance exhaustive des signalements effectués et du suivi administratif voire judiciaire, quel que soit le corps de métier au sein des finances publiques .

Nous avons donné rendez-vous aux agent pour vendredi matin afin de vérifier la mise en œuvre du dispositif de protection souhaité, particulièrement et surtout une présence visible à l'entrée du Centre des Finances publiques d'une patrouille de Police. Rappelons que l'agresseur a indiqué qu'il allait revenir...

Vendredi 31 mai 2013, nous étions présents ...



Dés 8h00, nous avons guetté l'arrivée de la patrouille de Police.

Présents avant l'ouverture, les policiers ont indiqué « qu'ils étaient là » en statique pour 30mn », après quoi, une autre mission leur était confiée, ailleurs, sur la voie publique.

Cela ne correspond pas à la demande de protection formulée par les agents et leurs syndicats.

Est-il normal que des fonctionnaires d'Etat, menacés la veille dans l'exercice de leurs fonctions, ne puissent avoir la protection de leur « patron » ?

Alors même qu'il est notoire, et cela a été rappelé par le Directeur Général de la DGFIP, qu'une des conséquences de l'affaire Cahuzac est la prise à partie des agents d'accueil (Cf. Audition de Bruno Bezard devant la commission d'enquête parlementaire du 28/05/2013) !

Au matin, dans les locaux de l'accueil, une rencontre a lieu entre responsables du site, agents, Chef du pôle Pilotage et Ressources et syndicats.

Prenant connaissance de la présence temporaire des policiers, les agents ont exigé une nouvelle intervention de la DRFIP 13 auprès de la préfecture de Police.

Pendant ce temps, la file d'attente est de plus en plus compacte à l'extérieur...

Les agents exigent la présence dans le hall d'agents de sécurité.

**Le pôle Pilotage et Ressources explique que ce n'est pas si simple...
Qu'il faut des délais, marché public, etc...**

Les agents expliquent que désormais ils ont peur.

**Les agents et leurs syndicats demandent au chef du Pôle de recontacter la Préfecture.
Il est indiqué que la Police va faire des rondes...**

**La CGT et Solidaires rappellent que des personnels de sécurité sont mis en place dans
d'autres départements: c'est donc possible ici.**

Les agents décident, avec la présence de cadres comme « régulateurs-voltigeurs » dans le hall, d'ouvrir le site. Il est 9h20. En fin de matinée, les agents « voltigeurs » pensent reconnaître dans le hall l'individu ayant agressé hier la collègue. La police est prévenue et procède à l'interpellation. Les agents avaient raison en exigeant une présence policière dissuasive mais aussi active. L'unité et la solidarité des agents ont fait bouger les lignes.



CGT Finances publiques 13
Centre des Finances Publiques Prado-Borde
22 rue Borge 13008 Marseille
Tél. 04 91 17 92 06 -
Tél. 04 91 17 97 67

cgt.drifip13@dgfip.finances.gouv.fr
www.financespubliques.cgt.fr/13/